

Action collective sur les opioïdes au Québec

Jean-François Bourassa c. Abbott Laboratories Ltd. et al.

N° 500-06-001004-197

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS, CAR IL PEUT AFFECTER VOS DROITS

En 2019, une demande pour autorisation d'exercer une action collective contre de multiples sociétés pharmaceutiques (« **Défenderesses** ») qui ont fabriqué, commercialisé, distribué et/ou vendu des opioïdes sur ordonnance au Québec entre 1996 et ce jour a été déposée à la Cour supérieure du Québec, et a été modifiée pour la dernière fois le 30 septembre 2022. Cette action collective (l'« **Action collective sur les opioïdes** ») vise à indemniser tous les résidents du Québec souffrant, ou ayant souffert, d'un trouble lié à l'utilisation d'opioïdes suite à la consommation d'opioïdes sur ordonnance (les « **Membres du groupe** »).

LES ENTENTES DE RÈGLEMENT

Depuis septembre 2022, trois (3) ententes de règlement ont été conclues avec certaines Défenderesses de l'Action collective sur les opioïdes (les « **Défenderesses visées par les règlements** ») (les ententes sont disponibles ici : <https://tjl.quebec/recours-collectifs/dependance-aux-opioides/>):

- 1) une entente de règlement avec Aralez Pharmaceuticals Canada Inc. qui prévoit une quittance complète et définitive de toute réclamation à son encontre en échange du paiement de CA 145 000 \$ (le « **Règlement Aralez** ») ;
- 2) une entente de règlement avec Valeant Canada Limited, Valeant Canada LP and 4490142 Canada Inc., F.K.A. as Meda Valeant Pharma Canada Inc. (ensemble « **Valeant** ») qui prévoit une quittance complète et définitive de toute réclamation à leur encontre en échange du paiement de CA 350 000 \$ (le « **Règlement Valeant** ») ; et
- 3) une entente de règlement avec Church & Dwight Canada Corp. qui prévoit une quittance complète et définitive de toute réclamation à son encontre en échange du paiement de CA 145 000 \$ (le « **Règlement Church & Dwight** ») ;

(collectivement, les « **Ententes de règlement** »)

Afin de régler l'Action collective sur les opioïde intentée contre elles, les Défenderesses visées par les Ententes de règlement ont accepté de payer les montants forfaitaires indiqués ci-dessus (collectivement, les « **Montants des règlements** »). Les Défenderesses visées par les règlements nient toutes les allégations d'actes répréhensibles formulées à leur encontre dans le cadre de l'Action collective sur les opioïdes et ont conclu ces Ententes de règlement sans aucune admission de responsabilité.

Les Ententes de règlement permettent au Demandeur de poursuivre l'Action collective sur les opioïdes contre les vingt autres Défenderesses.

APPROBATION DES ENTENTES DE RÈGLEMENT

Le Demandeur et les Avocats du groupe estiment que les Ententes de règlement sont dans le meilleur intérêt des Membres du groupe étant donné les ventes minimales au Québec d'opioïdes sur ordonnance des Défenderesses visées par les règlements. De plus, l'Action collective sur les opioïdes se poursuit contre les vingt autres Défenderesses.

Les Ententes de règlement sont sujettes à l'approbation de la Cour.

Si les Ententes de règlement proposées sont approuvées par la Cour, elles lieront les Membres du groupe qui perdront tout droit de poursuivre les Défenderesses visées par les règlements en relation avec les Réclamations quittancées (telles que définies dans les Ententes de règlement).

Si les Ententes de règlement proposée sont approuvées, les Montants des règlements ne seront pas distribués, sauf en conformité avec une ordonnance de la Cour subséquente. Lorsque des montants seront distribués, d'autres avis seront envoyés.

Une demande d'approbation des ententes de règlement sera entendue par l'un des honorables juges de la Cour supérieure du Québec le **8 mai 2023, 2023 à 9h30 en salle 16.12** du Palais de justice de Montréal ou au moyen d'une audience virtuelle. La date et l'heure de l'audience peuvent être modifiées par la Cour; le cas échéant, une mise à jour sera affichée sur le site web des Avocats du groupe : <https://tjl.quebec/recours-collectifs/dependance-aux-opioides/>.

S'OPPOSER AUX RÈGLEMENTS

Les Membres du groupe ont le droit de s'opposer à l'approbation par la Cour des Ententes de règlement. Un Membre du groupe restera membre même s'il s'oppose aux Ententes de règlement. Le juge président l'audience prendra en considération les objections avant d'approuver les ententes de règlement.

Les Membres du groupe qui ne s'opposent pas aux Ententes de règlement proposées n'ont pas besoin de faire d'autres démarches pour le moment.

Si vous souhaitez vous opposer, vous devez envoyer une objection écrite **au plus tard le 3 mai 2023** par courriel (info@tjl.quebec) ou par télécopieur aux avocats des Membres du groupe au (514) 871-8800. Une objection écrite doit inclure:

- ✓ Le nom et le numéro de dossier du tribunal, à savoir: *Bourassa c. Abbott Laboratories Ltd. et. al. No. 500-06-001004-197*;
- ✓ Votre nom complet, adresse, adresse courriel et numéro de téléphone;
- ✓ Un bref exposé des raisons de votre objection; et
- ✓ Si vous prévoyez assister à l'audience en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat et dans ce dernier cas, le nom, l'adresse, l'adresse courriel et le numéro de téléphone de cet avocat.

Les avocats des Membres du groupe fourniront à la Cour une copie de toutes les objections **reçues avant le 3 mai 2023**. Toute tentative d'objection après cette date ne sera pas valide.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter les avocats représentant le Demandeur et les Membres du groupe:

FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP

1250, boul. René-Lévesque. Ouest, bureau 4100

Montréal QC H3B 4W8

Tel. 514-932-4100

Télécopieur : 514-932-4170

info@ffmp.ca

TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE

750 Côte de la Place d'Armes, bureau 90

Montréal QC H2Y 2X8

Tel. 514-871-8385

Télécopieur : 514 871-8800

info@tjl.quebec

Quebec Opioid Class Action

Jean-François Bourassa v. Abbott Laboratories Ltd. et al.

No. 500-06-001004-197

PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY AS IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS

In 2019, an application for authorization of a class action against multiple pharmaceutical companies (“**Defendants**”) who, as alleged, manufactured, marketed, distributed and/or sold prescription opioids in Quebec between 1996 and the present, was filed in the Superior Court of Quebec, and was last amended on September 30, 2022. This class action (the “**Opioid Class Action**”) seeks to compensate every resident of Quebec who suffers or has suffered from opioid use disorder following the use of prescription opioid products (the “**Class Members**”).

THE SETTLEMENT AGREEMENTS

Since September 2022, three (3) settlement agreements have been reached with certain Defendants named in the Opioid Class Action (the “**Settling Defendants**”) (the settlement agreements are available here: <https://tjl.quebec/en/class-actions/opioid-use-disorder/>):

- 1) a settlement agreement with Aralez Pharmaceuticals Canada Inc. that provides for a full and final release of all claims against it in exchange for payment of CAD \$145,000 (the “**Aralez Settlement**”);
- 2) a settlement agreement with Valeant Canada Limited, Valeant Canada LP and 4490142 Canada Inc., F.K.A. as Meda Valeant Pharma Canada Inc. (together “**Valeant**”) that provides for a full and final release of all claims against them in exchange for payment of CAD \$350,000 (the “**Valeant Settlement**”); and
- 3) a settlement agreement with Church & Dwight Canada Corp. that provides for a full and final release of all claims against it in exchange for payment of CAD \$145,000 (the “**Church & Dwight Settlement**”).

(collectively, the “**Settlement Agreements**”)

In order to settle the Opioid Class Action against them, the Settling Defendants have agreed to pay the lump sum amounts indicated above (collectively, the “**Settlement Amounts**”). The Settling Defendants deny all allegations of wrongdoing made against them in the Opioid Class Action and have entered into the Settlement Agreements without any admission of liability.

The Settlement Agreements allow the Plaintiff to continue the Opioid Class Action against the remaining 20 Defendants.

APPROVAL OF THE SETTLEMENT AGREEMENTS

Plaintiff and Class Counsel believe that the Settlement Agreements are in the best interests of the Class Members given the Settling Defendants’ minimal sales of prescription opioid products in Quebec. In addition, the Opioid Class Action continues against the remaining 20 Defendants.

The Settlement Agreements are ultimately subject to the Court's approval.

If the Settlement Agreements are approved by the Court, they will bind the Class Members who will lose any right to individually sue the Settling Defendants in relation to the Released Claims (as defined in the Settlement Agreements).

If the proposed Settlement Agreements are approved, the Settlement Amounts will be deposited into Class Counsel's trust account and the funds will not be paid out except in accordance with an order of the Court. When amounts are distributed, further notices will be sent out.

An application to approve the Settlement Agreements will be heard by one of the Honourable Justices of the Superior Court of Quebec on **May 8, 2023 at 9:30 in room 16.12** of the Montreal courthouse and by means of a digital hearing. The date and time of the hearing may be subject to change by the Court; if so, an update will be posted on Class Counsel's website: <https://tjl.quebec/en/class-actions/opioid-use-disorder/>.

OBJECTING TO THE SETTLEMENTS

Class Members have the right to object to the Court's approval of the Settlement Agreements. A Class Member will remain a member even if they object to the Settlement Agreements. The presiding judge will take into consideration the objections before approving the settlement agreements.

Class Members who do not oppose the proposed Settlement Agreements do not need to take any further action at this time.

If you wish to object, you must send a written objection no later than **May 3, 2023** by e-mail (info@tjl.quebec) or fax to Class Counsel (514) 871-8800. A written objection must include:

- ✓ The name of the lawsuit and court file number, being: *Bourassa v. Abbott Laboratories Ltd. et. al.* **No. 500-06-001004-197**;
- ✓ your full name, address, e-mail and telephone number;
- ✓ a brief statement of the reasons for your objection; and
- ✓ whether you plan to attend the hearing in person or through a lawyer and, if by lawyer, the name, address, e-mail address and telephone number of the lawyer.

Class Counsel will provide the Honourable Justices of the Superior Court of Quebec a copy of all objections received before **May 3, 2023**. Any attempt to object after this time will not be valid.

If you have any questions, please do not hesitate to contact Class Counsel representing the Plaintiff and the Class Members:

FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP
4100-1250 René-Lévesque Blvd. West
Montreal QC H3B 4W8
Tel. 514-932-4100
Fax 514-932-4170
info@ffmp.ca

TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE
90-750 Côte de la Place d'Armes
Montreal QC H2Y 2X8
Tel. 514-871-8385
Fax 514-871-8800
info@tjl.quebec